

Le peuple grec ne doit rien ni à l'Etat français ni à la BCE

En décidant d'augmenter le taux et les garanties exigées de la Grèce, la Banque Centrale Européenne tente un coup de force contre le peuple grec et veut lui imposer la poursuite des politiques d'austérité qu'il a massivement rejetées.

Les 315 milliards de la « dette » grecque, dont les 40 milliards donnés par la France aux fonds européens, ont essentiellement servi aux banques d'Europe de l'Ouest, avec à leur tête les banques françaises, pour se rembourser des prêts consentis dans la dernière décennie, avec la bénédiction de la Banque centrale. Auparavant, c'étaient les contrats de ventes d'armes et des JO d'Athènes qui avaient profité aux principaux groupes capitalistes européens.

Cette « dette » n'a évidemment jamais profité au peuple grec qui n'a aucune raison de la rembourser. Ce sont au contraire les groupes capitalistes européens qui ont extorqué ainsi des milliards.

Le gouvernement français doit cesser d'exiger le remboursement de la dette grecque.

L'annulation totale de la dette grecque, ou même partielle comme le demande aujourd'hui le gouvernement grec, ne doit pas être payée par les contribuables français qui devraient « supporter » 700 euros comme le prétendent en chœur de nombreux dirigeants politiques du PS, de l'UMP ou du FN. C'est aux banques et aux financiers de payer la dette dont ils ont été et sont les principaux bénéficiaires.

Cela, il faudra l'intervention des travailleurs et des peuples pour l'imposer.

La crainte de tous les capitalistes européens et des partis qui les soutiennent est évidemment que l'exemple grec fasse tache d'huile et que les classes populaires de tous les pays d'Europe cessent de payer pour accroître les profits des banques et du patronat. Nous exprimons notre solidarité totale avec le peuple grec face aux capitalistes européens et ferons tout pour accroître les craintes de ces derniers.

Pour le NPA, la prochaine réunion de l'Eurogroupe, consacrée à la Grèce, devra être l'occasion d'une mobilisation européenne en soutien au peuple grec et pour l'annulation de la dette.

Le NPA65, TARBES , le 5 février 2015